

BRÈVES SECTORIELLES

États-Unis

Une publication du SER des États-Unis
N°2025-06 du 14 février 2025

Sommaire

Commerce et sanctions

1. La Maison-Blanche annonce des droits de douane additionnels de 25 % sur les importations d'acier, d'aluminium et de produits dérivés
2. Le Président Trump présente son « Plan juste et réciproque »
3. Le Président Trump enjoint son administration d'adopter des sanctions à l'égard de la CPI

Climat – énergie – environnement

4. Le Secrétaire à l'Énergie définit les mesures immédiates pour « libérer l'énergie américaine »
5. La Maison-Blanche agit pour mettre fin à l'achat et à l'utilisation forcée des pailles en papier

Transport et infrastructure

6. Le Secrétaire aux Transports expose ses priorités nationales aux États fédérés

Industrie

Brèves

Distribution et divertissement

Brèves

Agriculture et industrie agroalimentaire

7. Les élus de la Commission agricole de la Chambre des Représentants expriment leurs inquiétudes face aux réductions d'effectifs à l'USDA
8. Des élus républicains proposent de transférer à l'USDA la gestion de l'ensemble de l'aide alimentaire internationale

Propriété Intellectuelle

Brèves

Numérique et innovation

9. Gail Slater, nommée à la tête de la division antitrust du DoJ, est auditionnée par le Congrès

Santé

10. Le Sénat confirme Robert F. Kennedy Jr. comme Secrétaire à la Santé et aux Services sociaux
11. Les actions de plusieurs entreprises de séquençage génétique américaines chutent suite à l'annonce du plafonnement des subventions des Instituts nationaux de santé (NIH)

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).

Commerce et sanctions

1. La Maison-Blanche annonce des droits de douane additionnels de 25 % sur les importations d'acier, d'aluminium et de produits dérivés

Les 10 et 11 février, la Maison-Blanche a annoncé par proclamation présidentielle des droits de douane additionnels de 25 % sur les importations d'[acier](#) et d'[aluminium](#), ainsi que leurs produits dérivés. Ceux-ci entreront en vigueur le 12 mars prochain. Ces textes réactivent et étendent les mesures adoptées lors du premier mandat de D. Trump sur le fondement de la Section 232 du Trade Expansion Act de 1962 : Proclamations [9705](#) pour les importations d'acier, Proclamation [9704](#) pour l'aluminium et [9980](#) pour les produits dérivés d'acier et d'aluminium. Les principales différences entre les nouvelles proclamations et celles de la première administration Trump concernent la fin des exclusions par produit (générales comme spécifiques) et l'extension du champ des produits couverts. La liste de ces produits dérivés sera détaillée dans une annexe qui sera prochainement publiée au registre fédéral. Ces proclamations prévoient l'instauration prochaine d'un mécanisme permettant aux producteurs nationaux de soumettre des demandes d'ajout de nouveaux produits dérivés à cette liste.

2. Le Président Trump présente son « Plan juste et réciproque »

Le 13 février, la Maison-Blanche a publié un [mémoire](#) présidentiel (accompagnée d'une [factsheet](#)) présentant le « Plan juste et réciproque » du Président Trump, visant à réduire le déficit commercial en biens des États-Unis, en s'appuyant sur des « droits de douane réciproques ». Ce nouveau mémoire engage un processus de revue des relations commerciales, qui s'attachera (i) à évaluer, partenaire par partenaire, l'effet sur l'économie américaine des barrières tarifaires et non tarifaires (incluant notamment la TVA, les politiques de change et les politiques de modération salariales) sur la base des rapports requis d'ici le 1^{er} avril au titre de l'America First Trade Policy Memorandum [voir [Brèves sectorielles du 24 janvier 2025](#)]; puis (ii) à proposer des recommandations pour chaque partenaire, en vue d'établir une relation commerciale réciproque, notamment en évaluant des « droits de douane réciproques » pour compenser l'effet de l'ensemble de ces barrières.

3. Le Président Trump enjoint son administration d'adopter des sanctions à l'égard de la CPI

Le 6 février, Le Président Trump a [signé](#) un décret présidentiel enjoignant son administration d'adopter des sanctions à l'égard de la Cour pénale internationale (CPI). Ce décret dispose que les enquêtes préliminaires initiées par la CPI concernant les forces armées américaines et israéliennes, ainsi que la délivrance de mandats d'arrêts ciblant le Premier ministre B. Netanyahu et l'ancien ministre

de la Défense Y. Gallant, ne reposent sur aucune base juridique légale dans la mesure où ni les États-Unis, ni Israël ne sont parties au Statut de Rome ou membres de la CPI.

Le Président Trump a déclaré une situation d'urgence nationale en vertu de l'International Emergency Economic Powers Act (IEEPA) et de la National Emergencies Act (NEA). Ce fondement juridique lui permet de requérir auprès de son administration l'adoption de mesures de gels des visas, d'avoirs et d'intérêts aux États-Unis à l'égard de (i) certains fonctionnaires, employés et agents de la CPI, ainsi que leurs conjoints et enfants, (ii) personne ou entité étrangère étant désignée par le Secrétaire d'État comme ayant directement ou indirectement participé à un effort de la CPI pour enquêter, arrêter, détenir ou poursuivre une personne protégée sans le consentement de son pays de nationalité.

Brèves

- Le 11 février, le Département du Trésor américain, dans une action conjointe avec ses alliés australien et britannique, a [sanctionné](#) une entreprise basée en Russie accusée d'héberger une plateforme destinée à conduire des cyberattaques.
- Le 12 février, le Secrétaire au Trésor S. Bessent s'est [rendu](#) à Kiev pour échanger avec le Président ukrainien V. Zelensky et renforcer la coopération économique entre les deux pays. S. Bessent est le premier responsable de l'administration entrante à se rendre en Ukraine.

Climat – énergie – environnement

4. Le Secrétaire à l'Énergie définit les mesures immédiates pour « libérer l'énergie américaine »

Le Département de l'Énergie (DoE) a [publié](#) le 5 février le premier arrêté ministériel (Secretarial Order) signé par le nouveau Secrétaire à l'Énergie Chris Wright, en vue de « libérer l'âge d'or de la dominance énergétique américaine » et ordonnant au DoE « de prendre des mesures immédiates pour libérer l'énergie américaine conformément aux décrets du Président Trump ». Le décret décrit 9 actions pour atteindre cet objectif :

1. Promouvoir une augmentation de la production d'énergie, pas une diminution. La recherche d'un « futur à neutralité carbone » est notamment dénoncée comme une politique augmentant le coût de l'énergie pour les ménages et les entreprises américaines, menaçant la stabilité du système énergétique et sapant la sécurité nationale et énergétique. Elle n'a, de plus, pas beaucoup contribué à réduire les émissions de gaz à effet de serre au niveau mondial.

2. Libérer l'innovation américaine dans le domaine énergétique. Les efforts de R&D du DoE devront dans ce cadre « donner la priorité aux technologies énergétiques abordables, fiables et sûres, y compris

les combustibles fossiles, le nucléaire avancé, la géothermie et l'hydroélectricité ». Le DoE devra également « donner la priorité aux véritables percées technologiques – telles que la fusion nucléaire, le calcul à haute performance, l'informatique quantique et l'Intelligence artificielle – afin de maintenir la compétitivité mondiale de l'Amérique ».

3. Revenir à un régime normal d'exportation de gaz naturel liquéfié (GNL). Le 20 janvier, le DoE avait [indiqué](#) mettre fin à la pause décidée un an plus tôt par l'administration Biden dans l'approbation des nouveaux permis d'exportation de GNL à destination des pays avec lesquels les États-Unis n'ont pas d'accord de libre-échange.

4. Promouvoir l'accessibilité financière et le choix des consommateurs en matière d'appareils ménagers. Le DoE lancera à cette fin un examen complet du programme de normes pour les appareils ménagers, en prenant en compte l'intérêt du consommateur en premier lieu.

5. Réapprovisionner la réserve stratégique de pétrole (Strategic Petroleum Reserve – SPR). L'arrêté ministériel regrette « le niveau historiquement bas de cette réserve ». Le DoE « examinera l'infrastructure SPR et élaborera des plans appropriés pour sauvegarder cet important actif stratégique ».

6. Moderniser l'arsenal nucléaire du pays. Le DoE « poursuivra sa mission essentielle de protection de [la sécurité nationale américaine] et de dissuasion nucléaire avec le développement, la modernisation et la gestion du dispositif américain d'armement atomique, y compris l'utilisation pacifique de la technologie nucléaire et la non-prolifération ».

7. Libérer l'énergie nucléaire commerciale aux États-Unis. L'arrêté précise que l'objectif annoncé est la « renaissance nucléaire américaine » et de permettre à l'Amérique de « prendre la tête de la commercialisation d'une énergie nucléaire abordable et abondante ».

8. Renforcer la fiabilité et la sécurité du réseau électrique. L'arrêté précise que dans un contexte où « la demande d'électricité devrait monter en flèche dans les années à venir », le DoE veillera à « un approvisionnement en électricité fiable et sûr » afin de répondre de manière fiable à cette demande croissante.

9. Rationaliser l'octroi des permis et identifier les charges indues pesant sur l'énergie américaine. L'arrêté précise que le DoE « donnera la priorité à l'octroi plus efficace de permis afin de permettre les investissements du secteur privé et de construire l'infrastructure énergétique nécessaire pour rendre l'énergie plus abordable, plus fiable et plus sûre. À cette fin, le DoE identifiera et exercera ses pouvoirs légaux pour accélérer l'approbation et la construction d'infrastructures énergétiques fiables ».

5. La Maison-Blanche agit pour mettre fin à l'achat et à l'utilisation forcée des pailles en papier

Le Président Trump a [ordonné](#) dans un décret présidentiel du 10 février la « fin de l'achat et de l'utilisation forcée des pailles en papier ». Le décret présidentiel dénonce le caractère irrationnel de la campagne contre les pailles en plastique, et souligne la non efficacité comme les risques environnementaux portés par les pailles en papier (composées de produits chimiques, parfois emballées dans du plastique). Sur cette base, le décret exige :

- que les agences fédérales cessent toute acquisition de pailles en papier et annulent les politiques qui limitaient l'utilisation des pailles en plastique ;
- l'élaboration d'une stratégie nationale pour mettre fin à l'utilisation des pailles en papier à l'échelle nationale dans un délai de 45 jours.

L'administration Trump [critique](#) les pailles en papier sur plusieurs fronts, et plaide le « bon sens ». Le Président Trump affirme ainsi vouloir ramener une approche rationnelle et non symbolique aux questions environnementales et partant ne pas « céder à la pression des militants woke ». Le Président Trump rappelle à cette occasion s'être fixé comme priorité de promouvoir un environnement propre et sain pour les américains visant à maintenir un air et une eau parmi les plus purs au monde tout en favorisant la croissance économique. Il critique les initiatives de l'administration précédente, notamment les investissements dans les infrastructures pour véhicules électriques, jugés inefficaces. L'administration Trump met également en avant d'autres mesures environnementales de ses mandats précédent et actuel, telles que l'amélioration de la gestion forestière pour prévenir les incendies, la protection des océans via le Save Our Seas Act et la suspension de l'expansion des éoliennes pour limiter leur impact sur la faune. Enfin, l'accent est mis sur l'indépendance énergétique grâce au charbon et au gaz naturel.

Brèves

- L'Agence de protection de l'environnement (EPA) a [publié](#) le 6 février un communiqué relatant la visite de Lee Zeldin, Administrateur de l'EPA, à Los Angeles dans le but d'évaluer les dégâts causés par les incendies et rencontrer le personnel sur place. Le communiqué précise que l'EPA a débuté la phase 1 qui consiste à évacuer les matériaux dangereux et que plus de 1 200 personnes travaillent au nettoyage des 13 000 propriétés résidentielles et des 250 commerciales affectées.
- L'Agence d'information sur l'énergie (IEA) a [publié](#) le 13 février une analyse indiquant que la production mondiale de pétrole dans le monde a augmenté d'environ 0,6 M de barils par jour (b/j) en 2024 et augmentera de 1,9 Mb/j en 2025 et de 1,6 Mb/j en 2026. L'analyse précise que cette croissance serait

principalement tirée par l'augmentation de la production de pétrole brut dans quatre pays : les États-Unis, le Guyana, le Canada et le Brésil. En raison de la limitation continue de la production parmi les pays OPEC+, l'EIA prévoit que leur production augmentera de 0,1 Mb/j en 2025 et de 0,6 Mb/j en 2026.

- La Maison-Blanche a [publié](#) le 6 février une déclaration conjointe du Président américain et du Premier ministre japonais indiquant leur volonté : i) de renforcer la sécurité énergétique, notamment en augmentant les exportations de gaz naturel liquéfié américain vers le Japon, ii) de diversifier les chaînes d'approvisionnement en minéraux critiques iii) de collaborer au développement de réacteurs nucléaires avancés, notamment les petits réacteurs modulaires.

Transport et infrastructure

6. Le Secrétaire aux Transports expose ses priorités nationales aux États fédérés

Le 5 février, le Secrétaire aux Transports S. Duffy a [livré](#) ses priorités nationales lors d'une allocution devant les membres de l'AASHTO (American Association of State Highway and Transportation Officials), l'association rassemblant les représentants des Départements des Transports des États fédérés (State DoTs).

Le Secrétaire Duffy a énuméré trois grandes priorités qui lui ont été confiées expressément par le Président Trump lors de sa désignation à la tête du Département des Transports (DoT) :

1. la remise à niveau de l'espace aérien (« *upgrade/fixing the airspace* ») ;
2. l'abaissement du coût des véhicules pour les ménages américains ;
3. la construction d'infrastructures américaines (« *building American infrastructure* »), c'est-à-dire de « grandes et belles routes et ponts à travers le pays pour connecter le peuple [américain] et transporter les produits [américains] ».

S'agissant des transports aériens, S. Duffy est revenu sur le drame causé par la collision entre un avion de ligne et un hélicoptère militaire survenue le 29 janvier à Washington (DCA). Il a pointé plusieurs sujets d'interrogation sur lesquels son administration allait se pencher, notamment :

- les raisons et les procédures ayant conduit à autoriser, en amont de l'accident, au sein de la tour de contrôle de l'aéroport de DCA, la fusion en un poste unique de deux postes de contrôleurs aériens, l'un originellement focalisé sur les avions, l'autre sur les hélicoptères ;

- les raisons ayant conduit à choisir de réaliser la mission d'entraînement de l'hélicoptère militaire à l'heure constatée plutôt qu'à une autre heure, plus tardive dans la nuit.

Abordant la nécessité de recruter davantage de contrôleurs aériens, le Secrétaire Duffy a indiqué qu'il disposait d'un plan pour accroître les effectifs et que celui-ci serait annoncé dans les prochains jours. Il a également mis en avant l'objectif, qu'il aurait discuté avec Elon Musk la veille, de « remodeler rapidement » l'espace aérien, notamment en équipant les systèmes de contrôle du trafic aérien des technologies les plus innovantes et avancées afin de les rendre plus sûrs et efficaces, tout en affirmant un recentrage des priorités de son administration sur sa mission fondamentale de sécurité, suite à l'accident du 29 janvier.

Dans le domaine des transports terrestres, sans aborder les mesures à envisager, il a relayé la préoccupation du Président Trump au sujet du prix des véhicules neufs en Amérique, en moyenne de 48 000 \$, un montant qui, selon lui, comparé au salaire d'un enseignant moyen, rendait ces véhicules inabordables (« *cars cost too much* »).

Le Secrétaire Duffy a surtout développé l'ambition du Président en matière de construction d'infrastructures (« *our President is a builder* »), indiquant que le rôle du DoT fédéral serait d'aider et de travailler en partenariat avec les États fédérés pour construire « plus, plus vite, plus gros, et probablement d'une manière plus belle aussi » (« *help you build more and build faster and build bigger and probably more beautifully as well* »). Il a souligné que cette ambition devrait se réaliser avec moins d'argent et en moins de temps, mentionnant à l'appui une étude qui aurait relevé une hausse de 70 % des prix de la construction sur les quatre dernières années. Il a rappelé qu'il avait à cet effet ordonné au DoT de « se débarrasser de tous les programmes et règlements de l'ère Biden qui promouvaient l'activisme climatique et les objectifs partisans » pour « revenir aux fondamentaux ».

Évoquant les autres mesures à prendre pour accélérer les projets, il a critiqué « la bureaucratie administrative » (*paperwork bureaucracy*) et a appelé à une réforme législative des exigences relatives aux études et aux processus d'autorisation environnementale (*permitting*), « sans que cela signifie qu'il faille s'en passer », suggérant une possible appétence bipartisane du Congrès pour une telle réforme. S. Duffy a également fait part de son souhait d'obtenir des changements rapides, « agressifs », propres à « transformer les façons de faire affaire » (« *transform the way that we do business* »), d'utiliser plus de capital privé, de voir dans le domaine des infrastructures plus de technologies, d'innovations et de créativité.

Le Secrétaire aux Transports a enfin déclaré qu'il fallait repenser le partenariat entre l'État fédéral et les États fédérés en accordant à ces derniers « beaucoup plus d'autonomie, de prérogatives, de liberté », en s'assurant de les « libérer » (« *unleashing all of you* ») afin qu'ils

puissent réaliser « les projets [qu'ils] savent importants pour leurs communautés ».

Industrie

Brèves

- La startup américaine EnCharge AI a [annoncé](#) le 13 février avoir bouclé un tour de table de plus de 100 M\$, portant le total des fonds levés à plus de 144 M\$, dans l'objectif de poursuivre le développement d'une puce dédiée à l'IA. EnCharge AI prévoit de commercialiser ses premiers accélérateurs IA, qui permettront de faire de l'inférence en local, dans le courant de l'année 2025.
- Selon les informations de Reuters, la conception des puces dédiées à l'IA d'OpenAI devrait être [achevée](#) dans les prochains mois. OpenAI, qui a décidé de concevoir ses propres puces (en collaboration avec Broadcom) pour réduire sa dépendance à Nvidia, les ferait fabriquer par TSMC, en s'appuyant sur son processus de gravure à 3 nm. Après une phase de prototypage, la production devrait démarrer en 2026.

Distribution et divertissement

Brèves

- Hyatt a [annoncé](#) le 10 février dernier l'acquisition du groupe Playa Hotels & Resorts pour 2,6 Md\$. Cela permettra à Hyatt d'élargir son portefeuille d'hôtels de villages *all-inclusive* au Mexique et dans les Caraïbes. Cette acquisition fait suite à celle d'Apple Leisure Group en 2021 et à la réalisation d'une joint-venture avec Grupe Piñero en 2024, toujours dans le domaine du *all-inclusive*.

Agriculture et industrie agroalimentaire

7. Les élus de la Commission agricole de la Chambre des Représentants expriment leurs inquiétudes face aux réductions d'effectifs à l'USDA

Le Président de la Commission de l'agriculture de la Chambre des représentants, Glenn Thompson (R-Pennsylvanie), a [exprimé](#) son opposition aux plans de l'administration Trump visant à réduire les

effectifs fédéraux, notamment au sein du Département américain de l'Agriculture (USDA). Lors d'une [audition](#) le 11 février, G. Thompson a qualifié le plan de démission différée pour les employés comme étant « à courte vue », soulignant que cela pourrait entraîner une perte d'efficacité et priver l'USDA d'employés expérimentés nécessaires à la mise en œuvre de la loi agricole quinquennale.

Lors de cette audition, certains élus républicains ont fait part de leurs préoccupations quant à la capacité de l'USDA à gérer ses programmes, notamment dans les bureaux locaux où le personnel aide directement les agriculteurs et les propriétaires forestiers. Cette situation est à leurs yeux d'autant plus problématique avec l'élaboration du prochain Farm Bill qui devrait être mis en œuvre par un USDA aux effectifs réduits.

Les agriculteurs auditionnés, quant à eux, craignent que des réductions de personnel n'entraînent des difficultés dans la conduite quotidienne de leurs exploitations, en particulier pour ceux qui sont engagés dans des programmes de conservation des sols et des espaces naturels.

8. Des élus républicains proposent de transférer à l'USDA la gestion de l'ensemble de l'aide alimentaire internationale

Cinq représentants et deux sénateurs du parti républicain ont [présenté](#) des propositions de loi visant à transférer l'ensemble de la responsabilité et des moyens liés à l'aide alimentaire internationale « Food for Peace » de l'USAID à l'USDA. Cette initiative s'inscrit dans la réforme en cours de l'aide publique au développement et du devenir de l'agence USAID.

Le programme « Food for Peace », créé en 1954, est actuellement géré conjointement par l'USAID et l'USDA. Ces propositions de loi proposent de centraliser l'administration de l'aide alimentaire au sein de l'USDA et ainsi de garantir que tous les financements américains pour l'aide alimentaire soient utilisés pour acheter des denrées alimentaires aux États-Unis. En effet, l'USAID consacre une partie des financements de l'aide alimentaire internationale à des achats de nourriture qui ne sont pas produits aux États-Unis.

Le programme « Food for Peace » est doté de 1,8 Md\$ par an. Depuis le gel de l'aide internationale par l'Administration Trump, les représentants agricoles s'inquiètent de l'arrêt des achats d'aide alimentaire, alors que les prix des produits de base américains sont bas.

Les partisans de ces propositions de loi, y compris plusieurs groupes agricoles, affirment que le transfert à l'USDA améliorerait la transparence et l'efficacité du programme, tout en soutenant les producteurs américains. Cependant, cette initiative suscite des débats sur l'efficacité et les coûts de l'aide alimentaire internationale.

Propriété Intellectuelle

Brèves

- NSF (National Science Foundation) a [prolongé](#) jusqu'au 21 février le délai pour répondre à leur appel à commentaires concernant les règles en matière de propriété intellectuelle dans le cadre de partenariats avec le secteur privé. La Bayh-Dole Coalition a d'ores et déjà [répondu](#) de manière défavorable aux propositions faites par NSF.

Numérique et innovation

9. Gail Slater, nommée à la tête de la division antitrust du DoJ, est auditionnée par le Congrès

Les membres de la Commission judiciaire du Sénat ont [auditionné](#) le mercredi 12 février Gail Slater, désignée par le Président Trump pour prendre la tête de la division antitrust du Département de la Justice (DoJ).

Interrogée sur son intention de poursuivre les contentieux en cours contre certaines grandes entreprises technologiques américaines comme Google et Apple, Gail Slater a évoqué son intention de prendre une décision après considération des ressources nécessaires pour mener à bien ces affaires. Lors de l'audition, Gail Slater a également établi un lien entre politique de concurrence dans les services numériques et liberté d'expression, estimant que « sur des marchés très concentrés, les points de vue conservateurs, ou tout autre point de vue, peuvent être rapidement étouffés ou supprimés ». Elle s'est également exprimée au sujet du contrôle des concentrations, jugeant que « souvent, les mesures correctives, si elles sont bien faites et solides [...] peuvent éliminer tout préjudice concurrentiel d'une fusion ».

Le Président Trump avait [annoncé](#) la nomination de Gail Slater à la tête de la division antitrust du DoJ en décembre 2024, dénonçant les grandes entreprises technologiques américaines qui « se sont déchaînées pendant des années, étouffant la concurrence [...] et [...] utilisant leur pouvoir de marché pour réprimer les droits de tant d'Américains, ainsi que ceux des petites entreprises technologiques ».

Santé

10. Le Sénat confirme Robert F. Kennedy Jr. comme Secrétaire à la Santé et aux Services sociaux

Le Sénat a [confirmé](#) le 13 février Robert F. Kennedy Jr. (RFK) au poste de Secrétaire à la Santé et aux Services sociaux (HHS). Tous les

Sénateurs républicains ont voté pour cette confirmation, à l'exception de l'ancien leader Mitch McConnell (R-Kentucky). Il s'agit de la troisième fois que Mitch McConnell vote contre la confirmation d'une personnalité nommée par Donald Trump, après ses votes négatifs s'agissant de Pete Hegseth au poste de Secrétaire à la Défense et de Tulsi Gabbard à celui de Directrice des Services de Renseignement (ODNI). Dans une déclaration expliquant son vote, le Sénateur du Kentucky a [mentionné](#) son expérience de survivant à la poliomyélite infantile et estimé que l'Administration républicaine « mérit[ait] un dirigeant qui [était] prêt à reconnaître sans réserve l'efficacité des vaccins qui sauvent des vies et [pourrait] démontrer qu'il comprend les éléments de base du système de santé américain ». Selon lui, RFK n'avait « pas réussi à prouver qu'il était la personne la mieux placée pour diriger la plus grande agence de santé des États-Unis ». La semaine dernière, RFK, des représentants de la Maison-Blanche et le Vice-Président JD Vance étaient cependant parvenus à convaincre un autre Sénateur républicain, lui aussi sceptique s'agissant du positionnement de RFK sur la vaccination, Bill Cassidy (R-Louisiane), de voter en faveur de sa nomination [voir [Brèves sectorielles du 7 février 2025](#)].

11. Les actions de plusieurs entreprises de séquençage génétique américaines chutent suite à l'annonce du plafonnement des subventions des Instituts nationaux de santé (NIH)

L'agence fédérale administrant les Instituts nationaux de santé (NIH), chargée de la recherche médicale et biomédicale et relevant du Département de la Santé et des Services sociaux (HHS), a [annoncé](#) le 7 février qu'elle mettrait en œuvre une directive de l'Administration visant à réduire le coût des subventions à la recherche médicale. NIH a plus précisément déclaré qu'il plafonnerait de manière immédiate à 15 % les subventions pour les dépenses dites « indirectes » à la R&D, qui comprennent les frais associés aux installations et à l'achat de matériel de recherche. Selon une publication de NIH sur le réseau social X, cette mesure [devrait](#) permettre d'économiser 4 Md\$ par an, sur un budget annuel total de près de 48 Md\$ d'après la dernière [mise à jour](#) de l'agence en octobre dernier.

Dans les jours qui ont suivi, les fabricants d'instruments de séquençage génétique Pacific Biosciences et 10x Genomics ont vu le cours de leurs actions chuter respectivement de 13 % et 14 %. Le géant du séquençage génétique Illumina, déjà impacté par la récente annonce du gouvernement chinois sur son inscription à l'Unreliable Entity List en représailles des droits de douane additionnels de 10 % sur les importations originaires de Chine par l'administration Trump [voir [Brèves sectorielles du 7 février 2025](#)], a également vu ses actions chuter à nouveau de 7 % après la publication du communiqué de NIH, soit une baisse totale de 17 % en une semaine.

Dès le 10 février, les procureurs généraux représentant 22 États ont [introduit](#) une action en justice afin de mettre un terme à la mesure annoncée par NIH, dont ils arguent qu'elle viole la loi fédérale sur les procédures administratives (Administrative Procedure Act) et

« dévastera la recherche essentielle en santé publique », entraînant des licenciements, la suspension d'essais cliniques et la perturbation de programmes de recherche en cours. Du fait de l'ouverture de cette action en justice, un juge fédéral a temporairement [bloqué](#) dans les 22 États en question la mise en œuvre du plafond de 15 % décrété par NIH. Une audience est prévue le 21 février prochain.

Brèves

- Le 12 février, le groupe pharmaceutique AbbVie a [annoncé](#) une nouvelle collaboration avec l'entreprise de biotechnologies Xilio Therapeutics. Aux termes de l'accord, Xilio recevra 52 M\$ en paiements initiaux, et pourra recevoir jusqu'à 2,1 Md\$ en paiements conditionnels totaux pour cette collaboration dans le développement d'immunothérapies pour le traitement des cancers.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington
washington@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER des États-Unis
Abonnez-vous [ici](#)